



SPIP 69 : DU MANAGEMENT A LA HUSSARDE AU MANAGEMENT PAR LA TERREUR

« Qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son ... »

Depuis plusieurs mois, le management de l'équipe de direction du SPIP du Rhône ne semble dicté que pas la première partie de ce proverbe.

OR

« ... pour se prononcer équitablement dans une affaire, il faut entendre les deux parties ».

Force est hélas de constater qu'au sein même d'un service du ministère de la Justice, les principes les plus fondamentaux de notre droit sont bafoués.

Le 14 mai 2024, la famille pénitentiaire était endeuillée par le drame d'Incarville. Il semblerait que le DFSPPI du Rhône, dans un excès de zèle auquel ses équipes sont habituées, ait été le seul cadre à avoir pris de son temps (réunion et entretiens individuels) pour recadrer les agents ayant pris part aux mouvements qui ont suivi cet événement dramatique.

Depuis, le climat au sein du SPIP milieu fermé n'a cessé de se dégrader : accusations de harcèlement, volonté affichée de cliver l'équipe, accusations mensongères, menaces de sanctions, climat de méfiance et de suspicion et perte totale de confiance dans la hiérarchie.

Les mots ont un sens et les fonctions de DFSPPI obligent à plus de prudence dans le vocabulaire utilisé, en particulier lorsque des accusations très graves sont portées et que des menaces de sanctions sont proférées.

De plus, le management de la DPIP stagiaire, récemment arrivée, n'a fait qu'empirer la situation : différence de traitement entre les agents, management à l'affect, mensonges, prise en compte de la souffrance et des propos des uns mais indifférence à ceux des autres, manquement à certaines obligations de sécurité...

Il n'est pas rassurant de constater qu'une DPIP en cours de formation perde plus d'énergie à diviser son équipe plutôt qu'à apprendre à exécuter ses tâches dans les délais impartis (ex : validations des rapports, transmission des informations à l'ensemble des agents...). Cela n'augure rien de bon pour la suite de sa carrière.

Après des accusations sans fondement, la direction pointe désormais un dysfonctionnement de l'équipe MF qui perdurerait depuis plusieurs années : prétexte sorti du chapeau.

Il est plus facile de remonter dans le passé d'une équipe, qui pourtant à maintes reprises a été présentée comme accueillante, volontaire et dynamique, que de s'intéresser à ce qui aurait pu changer ces derniers mois.

Les DPIP qui se sont succédé seront ravis d'apprendre qu'ils ont dirigé une équipe dysfonctionnelle pendant des années, sans même le remarquer. Et que penserait le précédent DFSPPI qui avait le mérite de connaître et de soutenir son équipe, de reconnaître l'investissement des agents et qui prenait le temps de venir les rencontrer régulièrement ?

Il faut croire qu'il est plus aisé de parader lors d'événements pour s'attribuer le mérite du travail des agents et de manager ses troupes de manière frontale.

CONSÉQUENCES : deux arrêts de travail longue durée, des CMO en cascade, un mal-être chez TOUS les agents, un départ précipité et des vellétés de quitter le service.

Une situation inédite et insécurisante pour bon nombre d'agents, du fait des décisions totalement arbitraires prises par la direction. Plus grave encore, une forme d'acharnement sur un agent sur le départ : télétravail imposé, injonctions contradictoires, obligation de quitter son poste en MF au pied levé pour aller en MO, forte incitation à poser des

congrès, et cerise sur le gâteau, interdiction d'accès à l'établissement et d'organiser un pot de départ au mess de l'établissement comme il est d'usage.

C'est donc ainsi que les agents sont remerciés après 10 années de service.

A présent, place à l'omerta, cher(e)s collègues, sachez que si vous osez prendre la parole en réunion et que vos propos ne plaisent pas, vous vous exposez à un risque de mutation interne.

Il en est de même si l'ambiance de service ne satisfait pas la direction. Dans un mail adressé le 06/11/2024 à l'équipe du MF, le DFSPPI continue d'enfoncer le clou. En effet, ce dernier se réjouit du départ précipité d'un membre du personnel, présenté comme « **une bonne chose pour tout le monde** » et « **souhaite que ce changement soit propice à retrouver, au sein du service, une ambiance de travail plus sereine** ».

Mais il ne s'arrête pas là, puisqu'il continue de reprocher à l'équipe du MF l'absence d'efforts pour s'entendre et travailler ensemble en bonne intelligence, en réitérant ses désormais habituelles menaces de mutations internes/sanctions.

Depuis plusieurs mois, le médecin de prévention et la psychologue du personnel ont tour à tour été sollicités par bon nombre des personnels de l'antenne du SPIP de Lyon.

Des groupes de travail ont été mis en place pour mieux prévenir les risques psycho-sociaux. Sur le papier, le DFSPPI aurait donc pris les mesures nécessaires pour que ses agents aillent mieux. Dans la réalité, il en est tout autre. En effet, ses derniers actes et mots sont autant de nouveaux coups portés sur ses agents, qui ne comprennent pas ce management empreint d'iniquité, souffrent de plus en plus de la situation et se sentent seuls.

Pendant combien de temps encore cela va-t-il durer ? La DISP est pourtant informée de la situation. À quand le drame ?

Outre la tristesse de voir des collègues partir, la charge de travail déjà conséquente (environ 100 personnes détenues pour un ETP) va donc encore augmenter et peser sur les agents restants, les exposant davantage à une cadence intenable.

Le 11/07/2024, interrogé sur sa gestion de la situation, le DFSPPI répondait :

« J'ai fait comme dans la pub Orangina, j'ai secoué pour voir où la pulpe allait tomber ».

Nous laisserons les agents apprécier d'être comparés à de la pulpe d'orange. Soyez satisfait, tous ont bien été secoués. Beaucoup sont tombés et demeurent au plus bas : une belle illustration de votre action dans la prévention des RPS.

Les échos du management inadapté de ce DFSPPI avaient dépassé les frontières du département, bien avant sa venue.

Les agents ne peuvent que déplorer que depuis son arrivée dans le Rhône, ce dernier s'efforce d'entretenir cette réputation.

« Place à l'intelligence collective », il est temps que la direction actuelle quitte le navire

UISP - FO Justice LYON

Le 12 novembre 2024

